

Transformation sociale, rapport aux institutions et à la gestion

22.9.2005

Le rapport de Patrice COHEN SEAT est une présentation élaborée de notre stratégie de rassemblement. Il pose des questions essentielles du projet de transformation, ceci en commençant à faire une distinction entre projet et programme politique, même si, bien entendu, il doit y avoir une correspondance entre les deux. Ainsi, il me paraît tout à fait possible de définir une feuille de route d'initiatives et d'actions, dans mon département, dans ma section, ceci afin que les communistes poursuivent un travail politique de fond au sein de notre peuple.

Cela étant dit, mon intervention va faire quelques remarques. Je partirais d'abord de l'ordre du jour du congrès. La fin du rapport annonce qu'il aura pour objet de faire décider par les communistes de la mise en œuvre de la stratégie de rassemblement, jusque dans ces aspects les plus difficiles, dont notamment la façon dont seront traitées les candidatures de rassemblement aux diverses échéances électorales.

Si c'est indispensable que les communistes puissent complètement décider de la stratégie de rassemblement, de tous les aspects de sa mise en œuvre, ce serait une erreur politique de notre CN de limiter notre congrès à cette mise au point et aux statuts.

Hier soir, plusieurs interventions ont abordé des questions devant être un thème important du congrès, ceci afin de nous placer en capacité d'avancer sur un comment faire à portée immédiate et dans la durée.

Selon Jean-Luc FROSTIN, « quel que soit le résultat des échéances 2007-2008, il faut que le résultat reste pertinent après. Le moment électoral n'est qu'une étape d'un processus ». Pour appuyer son propos, je tiens à rappeler que le douloureux échec de 1997-2002 a plus été causé par notre incapacité à faire vivre une intervention citoyenne politisée pendant que nous étions au pouvoir avec le PS, que par l'absence d'un projet rassembleur lors de l'échéance de 1997 et la suite.

Gilles GARNIER l'a posé directement en disant : « Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas su trouver une réponse satisfaisante de dépassement de la contradiction entre participer au mouvement social et aux luttes et être dans la gestion et les pouvoirs institutionnels ».

Notre congrès doit donc aborder franchement la question de notre stratégie et pratique entre les élections, de la construction d'une intervention citoyenne capable de bousculer l'institutionnel et l'hégémonie de la bourgeoisie sur l'Etat et les entreprises, donc sur une stratégie effective de transformation sociale. Cela nécessite de profondes transformations de nos conceptions et pratiques sur le comment assumer des responsabilités institutionnelles en lien avec l'objectif de la transformation.

La non participation des conseillers régionaux communistes à l'exécutif du conseil régional du Nord Pas de Calais, tout en étant dans ceux des conseils généraux, est une posture politique

qui interroge. Le mérite de cette posture est de poser l'exigence d'une modification profonde de la façon dont nous faisons vivre notre présence dans les institutions. Le fait de ne pas être dans l'exécutif n'est pas en soi une solution. C'est seulement une posture correspondant à une situation politique et à un moment donné de mise en œuvre d'une stratégie.

Quand Marie Georges BUFFET déclare, dans un récent interview du Monde, que notre éventuelle présence au gouvernement en 2007 implique la mise en œuvre d'un programme politique anti-libéral, elle donne un éclairage précis sur la finalité de notre stratégie de rassemblement.

Hier, Pierre ZARKA a utilisé la formule suivante. Le programme doit être à la fois de lutte et de gouvernement, avec une continuité entre l'intervention politique lorsque l'on est dans l'opposition et celle quand nous sommes plus ou moins impliqués dans une majorité de gauche.

Quel contenu donner à cette formule générale ?

Hier, un camarade de l'Isère a terminé son intervention sur HP en disant que la diffusion de nos propositions économiques et sociales classiques ne semble pas permettre au salariat en lutte et à la population d'entrevoir une perspective immédiate au problème posé par le plan de la direction d'HP.

D'autre part, estimer que le salariat ne serait que dans un appel au secours tout en étant dans un sentiment de fatalité conduisant au « sauve qui peut sur le moindre mal », je pense que ne voir que cela, c'est ne pas percevoir les contradictions sur lesquelles l'intervention citoyenne peut s'appuyer pour créer une situation intenable à la direction d'HP, au MEDEF et au gouvernement.

Pour mettre à nu ces contradictions, cela passe par une caractérisation de la stratégie impérialiste du capital US, de la mise en évidence que la réponse « pôle de compétitivité du gouvernement français » n'est pas appropriée à l'enjeu de la maîtrise des technologies au service des besoins de chaque peuple. C'est en faisant grandir des exigences sur la finalité du travail, sur les enjeux de la structuration des forces productives et de l'économie que l'on met en grande difficulté l'hégémonie du capital sur les entreprises et le gouvernement. Perdre la légitimité de son pouvoir global sur les entreprises et l'Etat est un risque que la bourgeoisie ne peut pas se permettre.

Cette dernière remarque suggère une nouvelle approche de l'intervention politique avec le monde du travail. Aussi, je tiens à souligner l'importance de la réussite de journée du 21 octobre, au CN, destinée aux militants d'entreprise, aux responsables syndicaux, aux dirigeants départementaux et nationaux du parti. L'objet est la construction d'une activité politique du monde du travail dans le prolongement du 29 mai. Je me permets d'insister auprès de chacun d'entre nous sur la contribution de chaque fédération afin de gagner une bonne participation. Notre stratégie de transformation sociale sera en effet un leurre si le monde du travail n'en est pas un élément moteur essentiel.